

Le libéralisme mal aimé ou mal compris ?

Alain Maître

Agrégé de sciences sociales,
Chargé de cours à l'Université de Polynésie Française,
Professeur en classes préparatoires, lycée Paul Gauguin (Papeete)

Introduction

Au dictionnaire français des idées reçues, à la rubrique libéralisme on peut lire : ultra ; à capitalisme : féroce ; à concurrence : sauvagement. Les joutes politiques dans l'Hexagone n'opposent pas libéraux qui seraient à droite et antilibéraux à gauche, mais libéraux de droite et de gauche contre antilibéraux de droite et de gauche. Si les antilibéraux se recrutent à la fois à l'extrême gauche et à l'extrême droite de l'échiquier chez les communistes les divers partis trotskistes et la gauche du Parti socialiste, on les trouve aussi au Front national ainsi que dans la mouvance souverainiste. Mais l'UMP elle-même est très partagée et lorsqu'on entend les discours du Président de la République Jacques Chirac on est frappé par ses sympathies antilibérales lorsqu'il se retrouve aux côtés des tiers-mondistes (altermondialistes aujourd'hui) pour dénoncer les excès des multinationales et de l'ultralibéralisme. Pendant la campagne pour le référendum sur la constitution européenne, les tenants du non argumentaient contre

l'Europe libérale et ceux du oui aussi ! Comme si en France reconnaître que l'économie repose sur les principes de marché était impossible. Notre propos ici n'est pas de réfléchir sur l'avenir de l'Europe mais de remarquer que les idées libérales se vendent mal en tout cas sous cette étiquette. Comme aurait pu l'écrire Flaubert dans son dictionnaire ; libéralisme : vitupérer contre ! Mais qu'est-ce que le libéralisme et d'où vient-il ? Le terme apparaît pour la première fois en 1823 dans le lexique de Claude Boiste¹. Au départ, *libéral*, comme *protestant* est un sobriquet lancé par l'adversaire pour le discréditer. Vers 1820 en Espagne, s'opposent les députés nobles fidèles à la monarchie absolue, les *serviles*, et les représentants des classes moyennes, les *liberales*. En Angleterre au même moment, les *tories* (conservateurs anglais) ironisant sur les *whigs* (hommes de progrès) les traitent de *liberales* traduisant ainsi à

la fois leur mépris à l'égard de l'Espagne et du caractère utopique à leurs yeux des idées de *los liberales*. Ceci explique qu'aujourd'hui encore aux États-Unis le libéral est plutôt l'homme de gauche, le démocrate²⁻³. Mais si le terme est récent, la réalité qu'il recouvre est plus ancienne. Pierre Manent dans son histoire du libéralisme évoque les auteurs contemporains de la première révolution anglaise celle de Cromwell et de la *glorious revolution* de 1688 comme John Milton, John Locke, Baruch Spinoza, Voltaire, Pierre Bayle, d'autres auteurs remontent même à la Renaissance avec Machiavel, Érasme, Thomas More. Ce libéralisme philosophique et politique est en premier lieu un affranchissement vis-à-vis de l'absolutisme monarchique et religieux. Il pose l'autonomie de la société civile vis-à-vis du pouvoir qu'il soit temporel ou spirituel. Comme l'expliquera Benjamin Constant les Anciens avaient

(1) Georges Burdeau, *Le libéralisme*, Le Seuil 1979.

(2) Jessua et alii, *Dictionnaire de science économique*, article *libertarien*, PUF 2001.

(3) Raymond Boudon, *Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme*, revue *Commentaire* numéro 104/hiver 2003/2004.

besoin de la liberté du pouvoir politique, c'est à dire de l'autonomie de l'État car l'enrichissement se faisait par la guerre et la conquête, les Modernes ont besoin de la liberté des marchands c'est à dire de l'autonomie de l'individu car l'enrichissement se fait par le commerce. Toutefois nous orienterons notre réflexion surtout vers le libéralisme des économistes car c'est celui là qui est mal compris et mal aimé des français même si fondamentalement nous pensons qu'il n'y a pas de coupure entre un libéralisme politique et philosophique d'une part et un libéralisme économique de l'autre. Le libéralisme des économistes n'est finalement que la conséquence logique de l'éthique libérale, ou en tout cas c'est ce qu'il devrait être pour garder sa cohérence.

Afin de comprendre cette suspicion vis-à-vis du libéralisme économique nous expliquerons dans notre première partie la richesse et les contradictions de cette pensée et nous verrons qu'elle ne se prête pas aussi facilement que sa concurrente socialiste à un prêt à penser pour le militant de base. Être libéral est davantage une adhésion à quelques principes simples qu'un programme de gouvernement et la méfiance du libéral vis-à-vis des plans ou des programmes est sans doute un handicap pour faire du prosélytisme. Pourtant c'est bien le libéralisme économique qui s'est imposé dans le monde et le combat contre l'alternative socialiste a été remporté par KO comme l'écrivait Michel Albert dès 1991 dans *Capitalisme contre capitalisme*. Mais cette victoire sur le terrain se double d'une défaite idéologique, défaite aux points certes si l'on garde l'analogie sportive mais défaite quand même. Notre seconde partie posera quelques hypothèses qui ont été avancées pour expliquer cet échec idéologique.

(4) Alain Madelin, *Aux sources du modèle libéral français*, Perrin 1997.

(5) Pascal Salin, *Libéralisme*, Odile Jacob 2001.

Une pensée politiquement peu opérationnelle ■

Nous commencerons par présenter la richesse et les contradictions du libéralisme économique en montrant son origine française et son destin américain puis nous nous demanderons si la science économique aujourd'hui est un instrument au service de l'idéologie libérale et du capitalisme, hypothèse élevée au rang de loi par Marx et Engels et largement admise en France même par ceux qui ne partagent pas les idées socialistes, déniaient ainsi à l'économie son statut de science.

L'origine française du libéralisme économique

Il est pratique de distinguer le libéralisme politique du libéralisme économique. Le premier est issu de la Renaissance et monte en puissance avec les trois révolutions, l'anglaise en 1688-1689, l'américaine en 1776 et la française en 1789. Locke, Spinoza, Voltaire, Kant discutent des fondements de la liberté politique. La Révolution française sera l'occasion de débats passionnés entre le libéral-conservateur Edmund Burke et le libéral de progrès Thomas Paine. Le libéralisme politique n'est donc pas une invention française, nul ne l'a d'ailleurs jamais prétendu. En revanche on a coutume de présenter Adam Smith comme le père fondateur du libéralisme économique alors que la même année 1776 où paraissait *La richesse des nations*, Condillac publie *Le commerce et les gouvernements considérés relativement l'un à l'autre*. Condillac pose les bases de la théorie subjective de la valeur. Au même moment, Smith affirme la théorie de la valeur travail, théorie objective de la valeur que reprendront les manchestériens Malthus, Ricardo et... Marx, faisant ainsi perdre un siècle à la science économique puisqu'il faudra attendre la révolution marginaliste dans le dernier tiers du XIX^e siècle pour

redécouvrir ce qu'avait déjà énoncé Condillac : "*La valeur est moins dans la chose que dans l'estime que nous en faisons, et cette estime est relative à notre besoin*". La même année, le très libéral ministre de Louis XVI, Turgot, supprime les corporations, elles seront comme on le sait rapidement rétablies par Neker. Puis viendra J. B. Say, seul classique à rejeter la théorie objective de la valeur incompatible avec sa loi des débouchés. Une preuve de la richesse et de la profondeur de ce libéralisme français est qu'il devient produit d'exportation. Le président américain Jefferson trouvait que Say était plus court, plus clair et plus vrai qu'Adam Smith. Afin de fonder la grande littérature libérale américaine, il fit traduire un ouvrage du Comte Destutt de Tracy et beaucoup d'idées qui nous reviennent aujourd'hui d'Outre-atlantique sont souvent la redécouverte ou la reformulation d'analyses développées par des auteurs français au début du XIX^e siècle comme Charles Comte, Charles Dunoyer, Augustin Thierry et bien sûr Frédéric Bastiat et les collaborateurs du journal des économistes⁴. Mais nul n'est prophète en son pays et Napoléon interdira les ouvrages de Destutt de Tracy et de J. B. Say affublant leurs auteurs du sobriquet d'idéologues. Bastiat ne sera pas tendre avec l'Empereur rappelant que le blocus continental fut à l'origine de la guerre avec la Russie : "*Certes, écrit Bastiat, je n'ai pas la folle présomption de contester le génie de l'Empereur ; mais enfin, faut-il adjurer le sens commun et humilier sa raison devant ce tissu d'absurdités monstrueuses ?*".

Une pensée équivoque

Aujourd'hui, le débat à propos du libéralisme économique est obscurci par une confusion fréquente qui trouve son origine dans la coexistence de deux libéralismes économiques, un libéralisme utilitariste et un libéralisme humaniste⁵. Deux approches sont en effet possibles pour étudier les phénomènes sociaux. On peut considérer tout d'abord l'éco-

nomie comme une matière qui n'est pas fondamentalement différente des autres domaines de la nature étudiés par l'homme et en imitant les physiciens, les chimistes, les biologistes, on adoptera la même attitude scientifique en observant la réalité, en retenant les faits stylisés puis on cherchera des permanences, des régularités, on pourra alors émettre des hypothèses pour les expliquer que l'on vérifiera en laboratoire lorsque c'est possible ou par des observations, quantifiables de préférence, afin de résumer ces régularités par des spécifications mathématiques. Cet empirisme logique défendu par Karl Popper permet d'expliquer et de prévoir les faits. L'important n'est pas le réalisme des hypothèses mais leur capacité à conduire à des propositions falsifiables, c'est à dire conformes à l'observation. On dégage alors des lois au sens scientifique du terme. La loi de la demande exprime par exemple le fait que toutes choses égales par ailleurs, la quantité demandée d'un bien est fonction inverse du prix de ce bien ceci étant vrai pour tous les biens qui ne sont pas des biens Giffen. Une loi au sens scientifique est adoptée tant qu'elle n'est pas rejetée par des observations qui l'invalident. A long terme toutes les lois scientifiques se révèlent fausses, il faut donc les rapiécer et lorsque ce n'est vraiment plus possible, il faut tirer un trait et changer de paradigme. A contrario, des propositions non scientifiques peuvent être vraies. La proposition "Dieu existe" n'est pas scientifique car non réfutable, mais elle est peut-être vraie. Ceci permet de comprendre que scientifique n'est pas un adjectif synonyme de vrai. Il y a des propositions non scientifiques qui sont vraies et des lois scientifiques qui se révéleront fausses un jour lorsqu'elles auront été réfutées. Adam Smith, puis les manchestériens au début du XIX^e siècle de même que leurs successeurs marginalistes des écoles de Lausanne et de Cambridge

à partir de 1870, ont contribué à privilégier cette vision que l'on peut qualifier de positiviste si on y adhère ou de scientifique si on la rejette comme l'autrichien F. Von Hayek. Les théoriciens de l'équilibre partiel (Alfred Marshall) ou général (Léon Walras) construisent une science économique très mathématisée qui triomphera après la deuxième guerre mondiale avec une prééminence des économistes mathématiciens sur les économistes littéraires et une floraison de modèles dont le caractère abscons impressionne le non spécialiste. L'apparente réussite des prescriptions macroéconomiques keynésiennes de l'après-guerre renforce l'admiration vis-à-vis de cette science économique, rappelons toutefois que Keynes, brillant mathématicien par ailleurs, reste un économiste littéraire et fut très dubitatif lorsque John Hicks lui présenta le modèle IS-LM formulation mathématisée de *La théorie générale*. En France, beaucoup d'économistes polytechniciens ont adhéré à ce courant, citons parmi les plus prestigieux Maurice Allais (Prix Nobel 1989), Alfred Sauvy ou Jacques Lesourne. Cette approche positiviste ou instrumentale ou utilitariste est fréquente dans les rapports officiels et souvent dans les thèses d'économie où pendant des pages et des pages s'étalent des statistiques et des faits bruts, les experts souhaitant coller au plus près de la réalité puis dans un second temps théorisent en élaborant des modèles avec beaucoup de mathématiques, donnant ainsi l'illusion de la rigueur et de la scientificité. On peut parler ici d'un libéralisme utilitariste, John Stuart Mill, le dernier des classiques le revendiquait explicitement.

Un deuxième courant, défendu par l'école autrichienne à la suite de Carl Menger, Ludwig Von Mises et Friedrich Von Hayek considère que les besoins humains sont par nature non mesurables, les seules réalités sont d'ordre subjectif c'est à dire que les

phénomènes humains sont constitués uniquement par les perceptions. Mais bien avant les auteurs autrichiens, les libéraux français avaient anticipé cette tradition comme Turgot, Condillac, Destutt de Tracy, Say, Bastiat... Ce courant que l'on peut qualifier d'individualisme méthodologique ou de subjectivisme et qui mène à un libéralisme humaniste part de l'idée simple que l'homme est doté de raison, c'est à dire qu'il est capable de se donner des objectifs ainsi que les moyens de les atteindre. Ses desseins étant éminemment subjectifs, complexes et changeants, ils ne sont pas communicables facilement et il est donc impossible de les mesurer. Destutt de Tracy traitait de charlatan celui qui prétend mesurer des phénomènes sociaux, et J. B. Say évoque la corruption des principes par la statistique. Friedrich Von Hayek expose dans *Scientisme et sciences sociales*⁶ ses critiques à l'encontre du positivisme scientifique qui mène au dirigisme et au planisme c'est à dire à *La route de la servitude*. Ludwig Von Mises dans *L'action humaine*⁷ explique que *les théorèmes de l'économie ne sont pas susceptibles de vérification ou de falsification sur la base de l'expérience. Chaque expérience reste historique c'est pourquoi les théorèmes de l'économie n'ont jamais ce pouvoir de conviction incontestable que l'on obtient par exemple en sciences naturelles. Le seul critère ultime de l'exactitude ou de l'inexactitude d'un théorème économique, c'est la raison seule sans l'aide de l'expérience, c'est la connaissance praxéologique. C'est pourquoi*, poursuit Mises, *l'économiste ne peut jamais réfuter les excentriques et les bonimenteurs de l'économie de la même façon que le médecin réfute le sorcier et le charlatan*. Mais alors on est en droit de se demander sur quoi repose cette connaissance praxéologique ? Pascal Salin expose les trois principes simples qui constituent le socle de ce libéralisme et qui doivent inspirer selon lui la recherche de solutions pour atteindre une société meilleure. Les trois piliers de ce li-

(6) Friedrich Von Hayek, *Scientisme et sciences sociales*, Agora 1986.

(7) Ludwig Von Mises, *L'action humaine*, édition abrégée par Gérard Dréan, Les belles lettres 2004.

béralisme sont la liberté, la propriété et la responsabilité. Ce libéralisme est un humanisme en ce sens que la défense de ces principes n'est pas instrumentale, c'est à dire qu'on ne les accepte pas pour des raisons utilitaristes, parce qu'ils seraient les plus efficaces, ce qui n'empêche pas que ce soit souvent le cas. On doit les défendre avant tout pour des raisons éthiques et donc morales si on accepte avec Bastiat qu'est moral ce qui est conforme à la nature humaine. Beaucoup plus pragmatique, le libéral utilitariste est prêt à sacrifier l'un ou plusieurs de ces principes s'il estime que dans certains cas ils font obstacle au progrès social par exemple. Ainsi, Maurice Allais, qu'on ne peut soupçonner de sympathie communiste, a milité contre la propriété privée de la terre et pour un impôt sur le capital. Dans un article paru dans le journal *Le Monde* (15-16 mai 2005) ne parle-t-il pas à propos de la constitution européenne de "chienlit laisser-fairiste" remettant ainsi en cause la liberté des hommes d'acheter ou de vendre des biens au-delà de leurs frontières nationales. Jacques Rueff, lui aussi polytechnicien, considérait que la liberté peut engendrer des abus contre lesquels le mécanisme des prix ne peut rien. Il estimait en effet que les associations de toute espèce nuisent au marché. Ainsi, Rueff était favorable à une intervention de l'État par des lois anticartel ou antitrust. Plus généralement, les nationalisations d'après-guerre en France furent conduites par des économistes polytechniciens, Marcel Boiteux par exemple fut longtemps à la tête d'EDF, or les nationalisations dont s'accommodent les utilitaristes sont pour un libéral humaniste une violation du principe de propriété. La construction européenne est libérale au sens utilitariste mais pas au sens humaniste puisqu'elle se réclame du constructivisme que dénonce Hayek c'est à dire qu'elle n'est pas spontanée mais décrétée par les experts. Rueff, contrairement aux autrichiens, ne pensait pas qu'un ordre spontané puisse naître du chaos. Edmond Malinvaud, autre polytech-

nicien qui fut longtemps directeur de l'INSEE se situe lui aussi dans le courant instrumentaliste lorsqu'il s'en prend aux économistes qui critiquent le modèle IS-LM sous prétexte que la complexité du monde échappe à toute représentation simple, une position intenable pour un théoricien selon Malinvaud⁸. Il y a donc bien deux libéralismes, le libéralisme humaniste qui refuse de mettre l'action humaine sous équation et qui ne transige pas sur les principes de liberté, de propriété et de responsabilité, et un libéralisme utilitariste qui est un libéralisme d'ingénieurs voulant construire une société meilleure quitte à répudier les grands principes leur préférant le pragmatisme et le compromis politique. C'est ce libéralisme d'ingénieurs qui est dominant en France parmi les élites de la haute fonction publique et qui prête souvent le flanc à la critique dénonçant la technocratie, l'eurocratie, ou l'énarchie.

La science économique est-elle libérale?

C'est bien sûr la thèse marxiste, altermondialiste aujourd'hui. La théorie économique dominante, dite "néoclassique" serait un simple instrument de domination idéologique au service du grand capital et des multinationales, cherchant à asseoir sous des apparences scientifiques la domination de classe. L'idée force reste l'antagonisme de classe, comme l'explique Raymond Boudon dans un récent article⁹ c'est le schéma explicatif éternel reposant sur le mythe du complot (*conspiracy theory*). L'auteur de ces lignes n'y adhère pas on l'aura compris mais là n'est pas l'important. La question intéressante est plutôt de savoir si la science économique aujourd'hui telle qu'elle est présentée dans les manuels est un instrument qui per-

met de fonder le libéralisme économique, d'affirmer sa supériorité et donc de justifier sa défense. Raymond Boudon remarque que dans le monde complexe des intellectuels, les juristes et les économistes sont plutôt moins réfractaires au libéralisme que les sociologues, les politologues ou les anthropologues. Michel De Vroey estime quant à lui¹⁰ que si la majorité des économistes sont partisans du libéralisme économique, ce n'est pas pour des raisons théoriques mais c'est parce que l'épuisement du régime keynésien que l'on constate à travers la fin des politiques de *stop and go* et la crise de financement des États-providence, l'effondrement du bloc socialiste et les performances de l'économie américaine confortent le point de vue libéral. Jacques Généreux rejoint ce point de vue lorsqu'il écrit "*Adam Smith n'avait pas tort. La concurrence libre sur des marchés libres est sans doute le moins mauvais des systèmes. Mais c'est en pratique et non dans l'idéal que ce système montre vraiment son efficacité*"¹¹.

Que disent les manuels de science économique ? En parcourant les Samuelson, Barre, Flouzat il y a quelques années, les Blanchard et Cohen, Stiglitz, Mankiw, Généreux et bien d'autres aujourd'hui on remarque tout d'abord un large consensus pour décrire le modèle de base de l'économie concurrentielle, le rôle des prix, l'équilibre en statique comparative, le marché de concurrence pure et parfaite, la rationalité des agents. L'image de l'*homo oeconomicus* signifie qu'une hypothèse importante est de considérer que les individus ont de bonnes raisons d'agir comme ils le font, c'est à dire dans leur propre intérêt et de ce point de vue la théorie économique rejoint la philosophie libérale qui considère que les vices privés

(8) B. Snowdon, H. Vane, P. Wynarczyk, *La pensée économique moderne*, Ediscience international 1997.

(9) Raymond Boudon, déjà cité dans la note (3).

(10) Michel De Vroey, *La théorie économique est-elle au service du libéralisme ? Problèmes économiques* du 3 septembre 2003.

(11) Jacques Généreux, *Économie politique tome 2*, Hachette Supérieur 3^e édition 2000.

(égoïsme, obsession de l'enrichissement individuel) contribuent au bien public. Mais l'honnêteté conduit à reconnaître que la démonstration de cette conception, résumée par l'image de la main invisible de Smith, n'a jamais abouti. La théorie de l'équilibre économique général de Walras à Debreu, Arrow, Sen et Sonnenschein conclut même qu'une allocation des ressources Pareto-optimale n'est possible que sur des marchés concurrentiels purs au sens de la concurrence pure et parfaite, or tous les économistes sont d'accord pour dire que les marchés sont imparfaits et défectueux notamment dans trois cas : en présence de rendements croissants (monopole naturel), d'externalités (positives ou négatives), de biens collectifs. Ainsi, la théorie économique aboutirait plutôt à la défiance vis-à-vis du marché et à préconiser le recours à la régulation publique lorsque les marchés sont en échec. A partir de là, on note des divergences théoriques. A l'époque du keynésianisme triomphant (Samuelson ne disait-il pas en 1960 "aujourd'hui nous sommes tous keynésiens") la communauté scientifique considérait que les défaillances du marché justifiaient un recours large à l'État, aussi bien pour mener des politiques de régulation conjoncturelle que des politiques de revenu ou des politiques plus structurelles s'appuyant sur un vaste secteur public. Le dernier tiers du XX^e siècle a révélé que l'État pouvait aussi être défaillant et les plus libéraux des économistes ont même suggéré que le remède étatique aux défaillances du marché pouvait être pire que le mal. Au crépuscule de sa vie Hayek confiait à Guy Sorman, "quand j'étais jeune, le libéralisme était vieux. Maintenant que je suis vieux, c'est le libéralisme qui a rajeuni"¹². Est-ce à dire que la révolution libérale a emporté la conviction de tous les économistes aujourd'hui ? Non. Les programmes de recherche ces dernières années sont très axés sur les défaillances des marchés et les moyens d'y remédier. L'école tou-

lousaine de la régulation avec Laffont, récemment décédé, et Tirole en France, les travaux américains qui valurent à Spence, Akerlof et Stiglitz un prix Nobel pour leurs publications sur les asymétries d'information, les relations d'agence, les marchés manquants et le rôle des incitations, doivent permettre d'améliorer la bonne gouvernance aussi bien des États que des entreprises ou d'instances de régulation supranationales comme le FMI, l'OMC ou les ONG. Stiglitz dans des ouvrages récents destinés au grand public, n'est pas tendre vis-à-vis de la vulgate libérale distillée parmi les élites économiques¹³ qu'il résume sous la formule "consensus de Washington". En France, Jacques Généreux ne se prive pas d'intervenir dans les débats publics et ne cache pas son appartenance au Parti socialiste. Finalement, la théorie économique construit des modèles dont les résultats aboutissent à conforter le libéralisme dans certains cas mais à montrer ses faiblesses et ses échecs dans d'autres cas. Elle est un instrument qui peut être utilisé aussi bien pour défendre le libéralisme que pour montrer ses aspects négatifs. Refuser à l'économie son statut de science sous prétexte qu'elle serait au service de l'idéologie libérale est donc selon nous un mauvais argument d'un point de vue logique mais cela reste un bon argument de propagande pour refuser certaines réalités incontournables. La science économique n'est ni libérale ni antilibérale, mais lorsque les économistes rappellent des contraintes désagréables comme par exemple que rien n'est jamais gratuit (*there is no free lunch*) et que dans un univers de rareté il faut faire des choix (et on sait que choisir c'est renoncer) on peut comprendre qu'ils éveillent ressentiments et frustrations chez certains qui refusant ces réalités dénonceront l'ultralibéralisme de ceux qui se contentent de les énoncer.

Une pensée impopulaire ■

Les libéraux autrichiens ont été longtemps très isolés pour condamner le socialisme et mettre à jour les incohérences et les dangers du système planiste. L'histoire a tranché le débat sur la viabilité du socialisme réel et pourtant l'opinion a du mal à accepter l'idée que l'économie libérale, malgré toutes ses imperfections ou à cause d'elles, reste le système d'allocation des ressources le moins inefficace et le moins injuste. Le libéralisme économique provoque le rejet de la plupart des intellectuels et la méfiance des médias et du grand public, essayons de comprendre pourquoi.

Les économistes libéraux ont très tôt compris les failles du rêve socialiste

Dès les années 20, Ludwig Von Mises explique que le socialisme ne peut pas fonctionner car aucun centre ne peut planifier dans le détail et fixer des prix permettant une allocation des ressources aussi efficace que des marchés décentralisés. Curieusement, il s'opposera sur ce point aux économistes de l'école walrasienne, Oscar Lange notamment, qui estiment que le calcul économique en régime socialiste est possible. Cette opposition d'une école autrichienne réfractaire à toute planification contre une école de Walras confiante dans la capacité des économistes à trouver par le calcul un système de prix compatible avec l'équilibre général, est cohérente avec les deux libéralismes, l'humaniste et l'utilitariste que nous évoquons plus haut. C'est pourquoi les autrichiens ne crurent jamais ni à la réussite d'une planification centrale ni à ce que l'on appelait à l'époque le planisme, c'est à dire la tendance des gouvernements même en économie de marché à multiplier les interventions économiques, à nationaliser, à

(12) Guy Sorman, *Les vrais penseurs de notre temps*, Fayard 1990.

(13) Joseph Stiglitz, *La grande désillusion*, Fayard 2002 et *Quand le capitalisme perd la tête*, Fayard 2003.

orienter l'économie, à planifier même si ce n'est que de façon indicative. Hayek poursuivra le travail de Mises et mettra en garde dans *La route de la servitude* publiée en 1944, contre cette tendance contemporaine à accroître le secteur public et la part de l'économie administrée y compris dans les économies non socialistes, non seulement parce que c'est inefficace, mais surtout parce que c'est une menace pour la démocratie et la liberté. Dans sa condamnation du socialisme et de l'économie administrée, Hayek ne visait pas seulement l'URSS mais aussi l'Allemagne nazie. Aujourd'hui l'histoire a tranché, l'effondrement du socialisme réel à l'Est et la crise des États-providence à l'Ouest ont révélé que les autrichiens avaient vu juste. En revanche, la France est restée, Dieu soit loué, un pays libre et démocratique malgré quelques décennies où la planification fut une "ardente obligation" et où les vagues de nationalisations furent importantes sans pour autant avoir le pouvoir de destruction d'un tsunami comme le redoutaient les libéraux autrichiens.

Les intellectuels n'aiment pas le libéralisme

Comme Hayek l'a indiqué, il est plus facile de comprendre un "ordre construit" qu'un "ordre spontané" et il est assez naturel que la plupart des intellectuels s'en remettent davantage à l'État qu'au marché pour le progrès de l'humanité, à l'interventionnisme plutôt qu'au libéralisme. Une autre hypothèse qui contient sans doute elle aussi sa part de vérité est celle de Robert Nozick. Le philosophe libéral américain explique l'hostilité des intellectuels à l'égard du libéralisme parce que les lois du marché ne leur accordaient pas les rémunérations matérielles et symboliques que leurs succès scolaires leur promettaient. Curieusement, le révolutionnaire polonais Jan Waclav Makhaiski (1866-1926) ne disait pas autre chose puisqu'en bon marxiste il parvenait à la conclusion paradoxale extrême selon laquelle le socialisme ne serait que l'idéologie d'intellectuels qui tirent avantage de

la position charnière qu'ils occupent au sein de la société capitaliste – par le contrôle de la production et la gestion de l'économie – ainsi que de leur monopole des connaissances, pour tenter de s'ériger en nouvelle classe dominante¹⁴. Sans nier l'intérêt de ces explications, Raymond Boudon préfère s'en remettre à la rationalité cognitive plutôt qu'à des déterminismes sociaux pour comprendre l'hostilité des intellectuels vis-à-vis du libéralisme¹⁵. Il précise que les intellectuels sont une catégorie hétéroclite composée de producteurs d'idées que l'on appelait autrefois les savants ou les clercs, de consommateurs d'idées comme les enseignants et de médiateurs d'idées comme les journalistes. Voici comment Boudon résume le processus fondamental qui permet d'expliquer selon lui le rejet du libéralisme par nombre d'intellectuels : *"au point de départ de ce processus, la conjoncture, le contexte socio-historique font apparaître des faits perçus comme saillants par la sensibilité collective. Ces circonstances créent alors une demande que les intellectuels obéissant à une éthique de conviction, et particulièrement les intellectuels organiques selon Gramsci, entreprennent d'exploiter. Lorsque ces faits saillants donnent l'impression de révéler certains ratés des sociétés libérales, ils invitent les mêmes intellectuels à puiser dans les schémas explicatifs mis sur le marché par les traditions de pensée qui s'opposent au libéralisme pour construire leur diagnostic. Dès lors que la dénonciation de ces ratés témoigne de "bons sentiments", et que l'explication qu'ils proposent paraît "simple", elle a des chances d'être médiatisée et de ne pas se heurter à la critique"*. Boudon donne quelques exemples pour illustrer sa thèse. L'inégalité des chances à l'école, présentée par Bourdieu et d'autres comme un complot pour reproduire la domination, la question des minorités aux États-Unis qui favorise également une représentation dua-

liste de la société révélant la domination des hommes sur les femmes, des blancs sur les noirs, des valides sur les handicapés, des anglophones sur les hispanophones, des protestants sur les catholiques, des hétérosexuels sur les homos ou encore la question du développement des pays pauvres présentés par "les maîtres du soupçon" comme les victimes du développement des pays riches et enfermés dans un cercle vicieux de la pauvreté. Les théories proposées ont le mérite d'être simples, tout le monde peut les comprendre, elles reposent sur des faits saillants révélant certains ratés que l'on attribue à tort ou à raison au libéralisme. Leur dénonciation s'appuie naturellement sur des théories opposées à celui-ci, et fortement influencées par la doctrine marxiste car si politiquement le marxisme est mort, ses incarnations intellectuelles sont encore très présentes. Enfin, se sentir aux côtés des victimes exploitées permet de se présenter comme généreux et doté de sentiments humanistes ce qui conforte la notoriété des intellectuels dans le grand public et la séduction de leurs théories.

Le grand public et les médias non plus

Si l'on accepte l'hypothèse que les médias cherchent à maximiser leur audience, il est logique de concevoir une approche parallèle à celle de l'électeur médian en politique où les candidats cherchent à maximiser les bulletins en leur faveur. Sur l'axe idéologique droite-gauche, il est efficace d'adopter le point de vue de l'électeur médian et par analogie, deux firmes médiatiques en rivalité sur le marché de l'information chercheront à adopter un point de vue idéologiquement intermédiaire entre libéralisme et socialisme. Mais plusieurs objections affaiblissent ce type d'approche. Tout d'abord la distinction droite-gauche sur l'échiquier politique ne recoupe pas l'opposition libéralisme-socialisme. En France le programme du Parti socia-

(14) Jan Waclav Makhaiski, *Le socialisme des intellectuels*, Le Seuil 1979.

(15) Raymond Boudon, déjà cité dans la note (3).

liste ne revendique plus le passage au socialisme mais simplement à une économie sociale de marché, et on sait l'aversion de l'extrême droite pour le libéralisme en général comme nous l'évoquions en introduction. Une autre hypothèse contestable est de suggérer que les journalistes n'ont pas comme objectif la vérité et que les consommateurs préfèrent les informations qui les confortent dans leurs opinions plutôt que les informations vraies. Alain Wolfelsperger préfère expliquer l'attitude négative des médias à l'égard du libéralisme économique autrement qu'en accusant les journalistes d'être une communauté de croyances antilibérales¹⁶. Tout d'abord, les journalistes sont évidemment dépassés par la théorie économique comme n'importe quel citoyen qui n'est pas économiste. Leur ignorance ne s'explique pas seulement par des raisons intellectuelles mais aussi par le manque de temps qu'il serait nécessaire de consacrer pour se faire une idée juste d'une question économique. Ce coût d'opportunité est prohibitif quand on sait que le journaliste doit traiter aussi des sujets non économiques, il doit parler de santé sans être médecin, de météo sans être climatologue, d'affaires internationales sans être un expert en géopolitique etc... Pour prendre un exemple à la mode, les délocalisations présentées comme un péril majeur par les journaux et la classe politique n'inquiètent pas les économistes professionnels qui relativisent l'ampleur du phénomène et connaissent la théorie des avantages comparatifs dont Samuelson disait à juste titre que c'est l'une des rares théories économiques dont on puisse dire qu'elle est vraie et pourtant la moins bien comprise par les non spécialistes. D'où le hiatus entre l'opinion qui sera séduite par l'idée d'une Europe passoire et les économistes qui sont confiants dans une Europe ouverte. Mais cette ignorance de la part des journalistes est parfois confortée par des pamphlets virulents qui paraissent de temps à autre et les médias contribuent à leur donner une notoriété qui paraît ex-

gérée aux économistes. Cette vision "populiste" de l'économie comme dit Wolsfersperger ou théorie "pop" chez Krugman¹⁷ est souvent présentée par les journalistes comme une opinion qui s'oppose à la théorie libérale dominante. Se voulant impartiaux, les journalistes vont donc confronter le point de vue populiste (on trouve toujours un "économiste" marginal pour présenter la théorie "pop" et maximiser ainsi ses chances de se faire entendre et parfois même une personnalité qui ne connaît pas l'économie et qui avec condescendance répliquera à l'économiste de service qu'il raisonne comme... un économiste !!!). Les médias ne prennent-ils pas ainsi le risque de mettre sur le même plan toutes les croyances les plus farfelues comme les plus en accord avec l'état du savoir scientifique ? En qualifiant la théorie économique de dominante, à tort puisque seule la version utilitariste du libéralisme est dominante et non sa version humaniste comme nous l'expliquions plus haut, le souci d'impartialité conduira les journalistes à donner une importance disproportionnée aux anti-libéraux. On comprend dès lors mieux pourquoi le grand public est méfiant vis-à-vis du libéralisme et davantage séduit par les idées anti-libérales.

Conclusion ■

Le libéralisme économique s'est imposé dans le monde en pratique mais pas en pensée, faut-il le regretter ? Soucieux de préserver toutes les libertés, convaincu que la minorité la plus importante à défendre est la plus petite des minorités c'est à dire l'individu lui-même, le libéral est plus que tout autre tolérant aux critiques et opinions même les plus injustes envers la société libérale qu'il défend. A

contrario la pensée socialiste fut très militante, il s'agissait de faire la révolution prolétarienne et de convaincre les masses non seulement qu'elles étaient exploitées mais surtout qu'elles devaient s'unir pour prendre le pouvoir. L'économie libérale de son côté s'est imposée sans qu'aucun architecte n'ait à en faire les plans. Le marché n'a été inventé par personne, ce qui ne signifie pas que les institutions le favorisant ne soient pas le fait des hommes mais c'est davantage par tâtonnement, par essais et erreurs que dix mille ans après la révolution néolithique ce système d'allocation des ressources s'est révélé efficace et que par un processus de sélection naturelle il s'est imposé de lui-même parce qu'il était le meilleur. C'est peut-être pour cela que les libéraux, à quelques brillantes exceptions prêt comme Bastiat au XIX^e siècle ou Friedman au XX^e, ne furent ni de bons pédagogues ni de bons propagandistes. Hayek semblait le regretter à la fin de sa vie puisqu'il confiait à Guy Sorman sur le pas de sa porte ces dernières paroles : *"Ce que j'ai à vous dire est très important. Les intellectuels libéraux doivent être des agitateurs, pour renverser les courants d'opinion hostiles à l'économie capitaliste. La population mondiale est si nombreuse que seule l'économie capitaliste parviendra à la nourrir. Si le capitalisme s'effondre, le Tiers-monde mourra de faim ; c'est ce qui se passe déjà en Éthiopie..."*. Finalement, l'adhésion au libéralisme réel n'est-il pas plus important qu'on ne le croit même de la part de ceux qui se disent antilibéraux et les flux migratoires ne révèlent-ils pas plus que de longs discours que le libéralisme est conforté dans le monde par un vote de tous les jours pour paraphraser Renan, un vote avec les pieds sinon avec la tête.

A. M.

(16) Alain Wolfelsperger, *Comment expliquer l'attitude négative des médias à l'égard du libéralisme économique ? Problèmes économiques du 3 septembre 2003.*

(17) Paul R. Krugman, *La mondialisation n'est pas coupable, La Découverte 2000.*